

---

## La Sicile : un laboratoire politique à l'époque de la Monarchie libérale (1860-1922)

Jean-Yves Frégné

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10800>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 179-195

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Jean-Yves Frégné, « La Sicile : un laboratoire politique à l'époque de la Monarchie libérale (1860-1922) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10800>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# La Sicile : un laboratoire politique à l'époque de la Monarchie libérale (1860-1922)

Jean-Yves Frégné

---

- 1 Cet article s'efforce d'analyser les relations que les députés siciliens ont pu tisser entre la Sicile, l'Italie, et, pour certains d'entre eux, l'Europe entre la naissance du royaume d'Italie et la Marche sur Rome. Il s'agit de comprendre comment, dans l'esprit de ces élus, s'organise ce jeu d'échelles<sup>1</sup> entre le local, d'où ils sont souvent originaires et où ils trouvent toujours leur légitimité politique, le national, qui demeure leur cadre de référence incontournable à l'âge de la formation et de l'épanouissement des États-nations, et, enfin, l'échelle internationale, ou pour le moins européenne, à l'aune de laquelle, pour les plus lucides d'entre eux, ils s'efforcent de mesurer la validité des conceptions et des pratiques politiques qu'ils estiment dignes d'être proposées, voire imposées, au niveau national. En ce sens, la Sicile est à leurs yeux un laboratoire où se forment des expériences dont la validité dépasse le seul cadre régional.
- 2 Pour mener à bien ce travail, il convient dans un premier temps de proposer une histoire rapide de la Sicile<sup>2</sup> à l'époque la monarchie libérale en insistant sur quatre moments clés qui aideront à cerner les enjeux de notre recherche. Après ce tour d'horizon, nous présenterons les lignes de force structurant la classe politique sicilienne pour terminer par l'analyse de la culture politique de quatre députés traduisant autant de manières différentes de relier ensemble les échelons local, national et international.

## La Sicile dans la Monarchie libérale ou l'histoire d'une impossible autonomie

19 octobre 1860

- 3 Dans le débat historiographique sur la signification du *biennio rosso* (1848-1849)<sup>3</sup>, il nous semble que les barricades qui sont élevées en janvier 1848 dans les rues de Palerme<sup>4</sup> sont les prémisses à un changement de nature de la question sicilienne. À partir de cette date, les patriotes siciliens ne se sont plus les hérauts de l'indépendance de leur île natale par rapport à Naples mais ils vont œuvrer à l'élaboration d'un projet d'autonomie de la Sicile au sein de l'Italie envisagée comme un État-nation fédéral. C'est un des facteurs expliquant qu'après l'expédition des Mille, il n'y aura pas de mouvement en faveur de l'indépendance de l'île. À partir de mai 1860, le débat porte, en effet, avant tout sur les conditions de l'annexion, sur le rythme de celle-ci et sur ses modalités. Soucieux de conquérir Naples puis Rome et attentif à ce que la formation de l'Italie apparaisse comme le résultat d'une entreprise nationale et pas seulement dynastique<sup>5</sup>, Garibaldi arrive à différer une annexion immédiate mais il ne peut empêcher que la voie choisie soit celle du plébiscite par lequel « le peuple veut l'Italie une et indivisible avec Victor Emmanuel Roi constitutionnel et ses légitimes descendants ». Le 21 décembre 1860, par 432 055 voix contre 667 (75 % des Siciliens ont voté), la Sicile décide d'unir son destin au royaume de Piémont-Sardaigne. Beaucoup d'encre a coulé sur cet épisode que le grand écrivain Tomasi di Lampedusa a immortalisé dans son chef-d'œuvre *Le Guépard*, mais il est certain, comme en témoigne son décret du 23 juin 1860, que le héros des Deux-Mondes aurait voulu renvoyer toute décision sur la future architecture politico-institutionnelle de sa patrie à l'élection au suffrage universel d'une Constituante<sup>6</sup>.
- 4 Guidés par Cavour, à Turin comme à Palerme, les modérés préfèrent choisir la voie qui avait déjà été actualisée, suivant un cycle en trois temps, en Toscane puis en Émilie-Romagne en 1859 : mise à bas de l'Ancien régime tandis que le nouveau pouvoir réclame l'annexion à Turin, celle-ci étant légitimée par un plébiscite justifiant la mise en place d'une Lieutenance Générale pour préparer la fusion politique et administrative avec le Piémont-Sardaigne. Toutefois, le 19 octobre 1860, Antonio Mordini (1819-1902), pro-dictateur, décide, deux jours avant le plébiscite, de la création d'un Conseil extraordinaire d'État composé de 37 personnalités de l'île qu'il nomme. Très largement dominé par les autonomistes modérés, dont les deux figures de proue sont l'historien Michele Amari et l'économiste Francesco Ferrara<sup>7</sup>, ce conseil vote à l'unanimité pour que la Sicile soit dotée d'un statut spécial. Mais ce projet meurt avant même d'avoir été discuté car le plébiscite du 21 octobre 1860 et l'élection du nouveau Parlement national le 27 janvier 1861 interdisent toute forme d'actualisation de cette perspective autonomiste. S'agit-il d'une victoire pour Cavour ? Fort de sa culture libérale, ce dernier n'est pas hostile par principe à ce Conseil extraordinaire d'État ni à son programme autonomiste mais il l'est pour des raisons politiques car, à ses yeux, cette décision risque de créer un précédent en retardant et en compliquant la formation du nouveau royaume d'Italie vers la réalisation duquel tous ses efforts sont bandés, au point qu'il y sacrifie sa santé. Le choix de la voie plébiscitaire peut donc apparaître comme une réussite de Cavour, mais il s'agit d'un succès en demi-teinte. En effet, *post*

*res cognitias*, le 19 octobre 1860 est une occasion manquée comme en témoignent aussitôt deux épisodes.

- 5 Le premier est le caractère très sobre, trop sobre diront de nombreux observateurs, de la cérémonie de l'annexion officielle de la Sicile au Royaume de Piémont-Sardaigne le 1<sup>er</sup> décembre 1860. Le roi Victor Emmanuel II, qui n'est pas encore Roi d'Italie, se rend dans la capitale de l'île – ce sera la seule et unique fois – afin de recevoir des mains de Mordini les résultats du plébiscite. Le pro-dictateur lui remet ensuite son mandat afin que le souverain confie à un fidèle aristocrate piémontais, Massimo Cordero di Montezemolo, la charge de Lieutenant-Général. Aucune festivité particulière ne rend solennel ce transfert du pouvoir. Fort de la conscience aiguë de leur passé glorieux – Palerme a toujours été une capitale – l'élite comme le peuple sicilien ont dû vivre cet épisode comme une forme d'humiliation contrastant assurément avec le geste plein de panache de Garibaldi dégainant son épée lors de la lecture de l'Évangile dans la cathédrale de Palerme pour témoigner de sa qualité de défenseur de l'Église en s'affirmant ainsi comme le dernier souverain sicilien, puisqu'il assume la dignité de légat apostolique attribuée à tous les rois de Sicile depuis la conquête normande !
- 6 L'autre témoignage du mécontentement de la population sicilienne est visible dans le résultat des premières élections pour désigner le premier Parlement national italien le 27 janvier 1861. Seule un peu plus de la moitié des électeurs siciliens se rend aux urnes et s'ils votent très majoritairement en faveur des candidats de Cavour, la victoire de ce dernier est beaucoup moins franche qu'elle ne l'est dans l'Italie péninsulaire.
- 7 Avec cette occasion manquée d'avoir conféré un rôle au Conseil extraordinaire d'État, débiterait une période que nombre d'historiens ont interprétée comme celle d'une marginalité subie par la Sicile. À nos yeux, cette lecture est excessive mais il est indéniable que le mariage de raison entre les élites locales et les héritiers de Cavour au pouvoir en Italie après sa mort et jusqu'en 1876 va révéler des failles plus précocement et plus profondément dans la grande méditerranéenne que dans d'autres régions de l'Italie.

## 23 novembre 1874

- 8 Dans la période où la Droite historique (*Destra storica*)<sup>8</sup> est au pouvoir, la Sicile est en proie à de nombreux troubles qui lui donnent l'image, pour partie réelle et pour partie fantasmée, de terre rebelle et barbare qui sera mise en état de siège à trois reprises, une première fois en août 1862<sup>9</sup>, puis de nouveau un an plus tard, et encore fois en septembre 1866<sup>10</sup>. Si les événements insulaires défraient la chronique politique et judiciaire de l'Italie, ce sont surtout les résultats des élections législatives de 1874 qui constituent un véritable traumatisme pour une grande partie des élites de la péninsule. Sur les 48 collèges que compte la Sicile à l'époque, quarante-deux envoient un député de Gauche à Montecitorio, tandis que seuls six restent fidèles à la Droite historique. Par ce vote de novembre 1874, les Siciliens anticipent de manière spectaculaire le tournant des élections législatives de novembre 1876 qui voient la victoire au niveau national de la Gauche historique (*Sinistra storica*) mais avec un score au niveau national bien moindre que celui obtenu en Sicile<sup>11</sup>. Comme l'ont montré d'une manière magistrale Francesco Renda<sup>12</sup> et Giuseppe Giarrizzo<sup>13</sup>, le résultat des élections en Sicile de 1874, confirmé et amplifié en 1876, a eu un triple effet. Il peut être considéré comme la date de naissance de la question méridionale, qui n'est pas le constat déjà ancien du

dualisme entre le Nord et le Sud de la péninsule italienne, comme on le répète à l'envi, mais bien plutôt la crainte que la partie du territoire jugée la moins développée, et donc la plus rétive à l'adoption des standards de l'État-nation, devienne le protagoniste du changement politique à l'échelon national. La deuxième conséquence des élections de 1874 est précisément le retour en force de la Sicile dans l'histoire italienne, rôle qu'elle avait en partie perdu après 1860, comme en témoignent les modalités suivant lesquelles s'était décidée l'annexion de l'île au royaume du Piémont-Sardaigne. Enfin, et tel est le troisième effet de ces élections, toute une littérature savante mais aussi vulgarisée sur la question sicilienne se développe à partir de cette date. Il est d'ailleurs significatif de noter que la première enquête parlementaire consacrée à la situation économique de la Sicile, qui débute en septembre 1875<sup>14</sup>, est une conséquence directe du tournant électoral de 1874. Cette littérature qui se veut scientifique, mais où se côtoient en réalité le meilleur comme le pire des analyses, la subtilité intellectuelle et les préjugés les plus éculés, va donner naissance au sicilianisme<sup>15</sup>, une notion compliquée et difficile à définir et même à traduire en français<sup>16</sup>, dont nous nous bornerons ici à souligner les deux aspects principaux. D'une part, la responsabilité de la misère du peuple sicilien vient de l'extérieur et il s'agirait là d'une réalité pluriséculaire car l'histoire de la Sicile et de ses habitants serait toujours dépendante de celle écrite ailleurs par les différents conquérants, dont les Italiens, et, en l'espèce, les Piémontais, seraient les derniers en date. D'autre part, l'île est perçue comme la terre de l'immobilisme où « tout changerait pour que rien ne change »<sup>17</sup>, la terre des grandes propriétés latifonduaires, de la misère paysanne, de la malaria, de la persistance de la féodalité et bien évidemment la patrie d'élection de la mafia<sup>18</sup>. Il faudra attendre le grand tournant historiographique de la fin des années 1970 pour que ce filtre interprétatif déformant soit abandonné, du moins au niveau des travaux scientifiques dignes de ce nom ; les poncifs sur le retard et la spécificité irréductibles de l'île demeurent encore aujourd'hui très largement répandus au niveau de la littérature de vulgarisation. Quoi qu'il en soit, à partir de la fin des années 1870, toute la représentation sicilienne prend position par rapport à cette idéologie sicilianiste, qu'elle la diffuse ou, à l'inverse, qu'elle la récuse, ou, du moins, cherche à s'en affranchir.

## 4 janvier 1894

- 9 Les vingt ans qui courent des élections législatives de 1874 à la répression des Ligues des travailleurs siciliens (*fasci siciliani*) traduisent le retour en force de l'île comme protagoniste non seulement de son histoire mais encore de celle de l'Italie et même de l'Europe. Les faisceaux des travailleurs siciliens sont, en effet, le principal mouvement de tendance philo-socialiste qui s'est développé dans le monde rural italien, au point d'être mentionné et étudié dans les débats du congrès de la Deuxième Internationale ouvrière qui se tient à Londres à l'été 1896<sup>19</sup>. L'épisode des Ligues des travailleurs siciliens traduit à la fois la force et la faiblesse de l'idéologie sicilianiste. En effet, ce mouvement de masse des paysans et des mineurs siciliens<sup>20</sup> suscite l'inquiétude et très souvent l'hostilité de l'élite sicilienne, qui ne se réduit pas aux grands propriétaires se désintéressant de toute modernisation économique de leurs domaines, préférant dépenser leur argent dans les casinos de la Riviera méditerranéenne, mais qui comprend aussi des oligarchies urbaines qui voient d'un très mauvais œil l'esquisse de rapprochement en train de se dessiner sous leurs yeux entre les classes moyennes

rurales et urbaines et les travailleurs de la terre – il convient de garder à l'esprit que la structure socio-démographique de l'île reste dominée par une série de petites villes, des *agrotowns*<sup>21</sup> dans lesquelles vivent les paysans, qui se rendent chaque matin à leur travail mais reviennent chaque soir dans leur foyer, et qui sont donc des bourgeois dans le sens étymologique du terme. Cette thèse d'une fracture politique au sein de la communauté sicilienne va contre l'idéologie sicilianiste qui conçoit les Siciliens, quelle que soit leur origine sociale, comme une population tout entière victime de la politique et du mépris des autres, c'est-à-dire des Italiens et, en particulier, des classes dirigeantes. Renforce en revanche l'idéologie sicilianiste l'incompréhension, qui ira s'accroissant, sans toutefois empêcher des manifestations de solidarité, entre le mouvement des Ligues des travailleurs siciliens et le PSI hostile à l'interclassisme défendu par nombre de dirigeants des faisceaux. La socialisation des terres prônée par la direction du PSI, qui se révèle totalement en décalage avec les aspirations des *braccianti* qui ne rêvent que d'accéder à la propriété, joue une part non négligeable dans le retard de l'implantation du socialisme en Sicile. Le décret pris par Francesco Crispi, le 4 janvier 1894, afin de réprimer par la force cette expérience des faisceaux siciliens ne doit pas faire oublier que le grand homme d'État sicilien propose concomitamment trois projets de réforme du *latifundio*. Mais alors que ces trois projets resteront lettre morte, la répression organisée par Crispi marquera durablement les esprits sans que toutefois sa signification soit pleinement comprise. Dans son discours annonçant sa décision de mettre fin par la force au mouvement des Ligues des travailleurs siciliens, il rappelle qu'il a ordonné la répression de Bronte. Il justifie hier comme aujourd'hui son action en tant que défenseur du *Risorgimento*. Soucieux, plus que tout autre, d'une fusion entre la nation et l'État<sup>22</sup>, il ne saurait tolérer aucune forme d'écart entre ces deux entités hypostasiées. C'est sans doute ce qui rend Crispi, connu au demeurant pour sa gallophobie, sensible aux rumeurs, qui se révéleront totalement infondées, d'une volonté séparatiste des Siciliens encouragée en sous-main par les Français à partir de la Tunisie. Aux yeux du patriote italien, la question sociale, telle qu'elle s'est manifestée en Sicile, est donc subsumée sous la question du maintien de l'ordre public conçu comme sauvegarde du *Risorgimento* porté par la bourgeoisie, dont Crispi « avait une conception abstraite, héroïque comme celle d'une classe qui avait donné vie et espoir au nouveau Royaume, classe *révolutionnaire* qui était devenue État, classe dont la mission était désormais de porter à son terme sa propre révolution et qui, pour qu'elle atteigne une telle fin, ne devait être arrêtée ni par la subversion ni par la réaction »<sup>23</sup>.

- 10 La période giolittienne qui s'ouvre après l'expérience inaboutie du marquis Di Rudini de redonner le pouvoir à la vieille classe dirigeante, dont l'ossature est le parti des grands propriétaires fonciers<sup>24</sup>, n'est pas sous le signe de l'immobilité mais bien plutôt du conflit entre la défense du sicilianisme et la construction d'un mouvement syndical et politique réformiste en mesure de moderniser l'économie et de démocratiser les rapports sociaux dans l'île. Le discours sicilianiste prend alors la forme d'une critique de l'État central et de sa politique protectionniste dont seraient co-responsables les grands industriels et le prolétariat du Nord, au détriment des intérêts des Siciliens, dont la richesse est fondée sur l'agriculture, une agriculture naturellement riche mais malheureusement sacrifiée. Il s'agit là de la reprise d'un très vieux poncif aux racines de l'idéologie sicilianiste<sup>25</sup>.

## 1<sup>er</sup> mai 1920

- 11 L'hostilité à la guerre partagée par de larges couches de la population sicilienne doit elle aussi se comprendre en relation avec l'idéologie sicilianiste. En effet, la Grande Guerre est vécue comme porteuse d'un bouleversement de l'ordre social. C'est bien cette perception qui est au cœur du mouvement du *combattentismo*<sup>26</sup>, dont le programme est la revendication formulée par les paysans de recevoir de l'État un lopin de terre à leur retour du front. Cette promesse leur est faite après la crise de Caporetto par une des figures politiques et intellectuelles majeures de l'Italie libérale, Vittorio-Emanuele Orlando, « le président de la victoire », troisième Sicilien, après Crispi et Di Rudini, à occuper la charge de Président du conseil. Cette mesure, qui deviendra pour partie effective avec les décrets Visocchi et Falcioni de 1919 puis Miceli de 1920, ne pourra toutefois entraîner une véritable modernisation politique et économique de l'île. Et cela pour deux raisons. La première est l'absence de parti de masse en Sicile alors que ce phénomène se développe dans l'Italie du Nord et du Centre après la Grande Guerre. Dans les deux dernières décennies de l'État libéral, la Sicile reste une terre dominée par les notables attachés à un leader national – que ce dernier soit ou non sicilien – d'où ils tirent profit réel et reconnaissance symbolique. L'île ne connaît pas cette amorce de transformation du parlementarisme en démocratie de partis décrite par Bernard Manin<sup>27</sup>. Ainsi, tandis que les élections restent encore très souvent entachées de corruption et de pratiques clientélistes, la Sicile n'élit aucun député socialiste en 1919 et seulement trois en 1921 – huit (en 1919) et cinq (en 1921) pour le Parti populaire italien, l'autre formation de masse née en Italie après l'adoption du suffrage universel masculin pour rassembler les suffrages des électeurs de sensibilité catholique. L'autre raison, bien connue et sur laquelle il existe une littérature océanique, est le développement du phénomène mafieux dans ces années. C'est dans ce contexte que prend toute sa signification la fondation par le baron Lucio Tasca Bordanovo, le prince de Scalea et le duc de Caraci<sup>28</sup>, le 1<sup>er</sup> mai 1920, du journal *Il Mediterraneo*. Porte-parole du Parti agraire sicilien créé pour l'occasion, ce quotidien se revendique comme l'expression d'un bloc régional et d'une logique corporatiste, qui, s'il n'exclut pas la négociation avec l'État central, ne s'inscrit pas moins clairement dans la perspective de l'idéologie sicilianiste présentant l'île comme une terre exploitée par le binôme formé par les ouvriers et les capitalistes du Nord de la péninsule. Fort d'une telle vision des choses, *Il Mediterraneo* réclame l'indépendance économique de la Sicile du gouvernement centralisateur et protectionniste qui l'empêche de s'affirmer de nouveau comme une région, dont le dynamisme a toujours été fondé sur l'exportation de ses richesses agricoles.
- 12 La boucle est bouclée : le refus d'accorder toute forme d'autonomie à la Sicile a débouché cinquante ans plus tard sur la revendication de son indépendance économique. Celle-ci n'aurait pas été possible sans l'idéologie sicilianiste porteuse du mythe d'une nation sicilienne unie mais qui refuse en réalité toute forme d'indépendance et d'initiative politique aux catégories populaires, comme en témoigne la répression des *fasci siciliani*. Seuls quelques élus socialistes (De Felice) ou républicains (Napoleone Colajanni), souvent en rupture de ban avec leurs formations politiques, s'opposent à cette logique. Si certaines de ces fortes personnalités réussiront à développer dans l'île une féconde expérience de socialisme municipal<sup>29</sup>, la très grande majorité des députés siciliens continueront d'inscrire leur action, sous des formes diverses, dans le cadre de l'idéologie sicilianiste.

## Une île dynamique entre maintien des privilèges des aristocraties et conquête du pouvoir par les couches nouvelles

- 13 Dans cette deuxième partie, nous n'entendons pas faire la prosopographie de la classe politique sicilienne mais tordre le cou à certains préjugés, dont le principal est que l'histoire de la classe politique insulaire participerait de l'immobilisme prétendu de l'histoire sicilienne où tout changerait pour que rien ne change, c'est-à-dire où les transformations apparentes ne seraient qu'un théâtre d'ombres pour masquer la permanence de la richesse et du pouvoir dans les mains des mêmes couches sociales. Il n'est pas inintéressant de rappeler ici que la théorie de la politique comme étant le fait d'une minorité organisée, qui instrumentalise une masse désorganisée, a été élaborée par Gaetano Mosca, une des personnalités intellectuelles et politiques siciliennes parmi les prestigieuses des deux derniers siècles. La Sicile n'est absolument pas une région marginale durant la période qui va de la naissance du royaume d'Italie à la prise du pouvoir par Mussolini. N'a-t-elle pas donné trois présidents du conseil à l'Italie : Crispi, Di Rudini et V. E. Orlando – il est d'ailleurs remarquable que le premier d'entre eux soit le seul homme d'État, avec Giovanni Giolitti, qui ait donné son nom à une période de l'histoire italienne, preuve, s'il en est, qu'il a profondément marqué les destinées de son pays. Nombreux sont encore les ministres d'origine sicilienne, parmi lesquels Camillo Finocchiaro Aprile, qui occupe à de nombreuses reprises la charge de garde des Sceaux, ou encore Antonio di San Giuliano, qui marque la diplomatie italienne lorsqu'il est à la tête de la Consulta (la liste n'est évidemment pas exhaustive).
- 14 Suivant Francesco Renda, sur les 184 élus en Sicile entre 1861 et 1915, se dégage une cohorte de 28 députés, dont le rayonnement a très largement dépassé les frontières non seulement de leur collège électoral mais encore de la Sicile. Sous l'angle sociologique, les députés siciliens appartiennent dans leur très grande majorité soit aux professions juridiques, et particulièrement à la famille des avocats, soit ce sont des aristocrates, propriétaires fonciers. À l'exception de la période où Di Rudini est au pouvoir, le nombre de députés d'origine aristocratique ne cesse de diminuer : ils sont 22 en 1897, 18 aux élections de 1900, 13 à celles de 1904 et de 1909, 9 à celles de 1909 et seulement 5 en 1919. En termes de collège électoral, ils dominent 41 % des collèges électoraux au début de la période contre seulement 9 % après la Grande Guerre. Cette simple approche statistique, qui mériterait bien évidemment d'être approfondie et ne saurait remplacer une étude sérieuse et complète de nature prosopographique, témoigne toutefois, contre l'image d'une Sicile figée, qu'il existe une Sicile des *agrotowns* qui se caractérise par la lutte entre les classes moyennes et l'aristocratie. Cette lutte va s'accroissant au fur et à mesure que le nombre des électeurs s'accroît. Après la réforme de 1882, l'île passe de 49 000 à 166 000 électeurs pour atteindre le chiffre de 254 000 en 1892. À cette date, 36 % des Siciliens de plus de 21 ans peuvent voter, avec des écarts allant de 50 % dans la province de Trapani contre seulement 28 %, dans l'hinterland palermitain. Ce passage de la domination des aristocrates à celle des classes moyennes, dans le sens que Guizot pouvait donner à ce terme au début du XIX<sup>e</sup> siècle, puis dans l'acception plus moderne qu'il va progressivement prendre, est la traduction politique de l'affirmation de leur assise économique. Suivant l'analyse de l'historien Giuseppe

Barone, une des principales figures du renouveau historiographique des années 1970-1980, dont nous avons parlé :

À la fin des années 1880, les couches moyennes deviennent les protagonistes de la lutte de classes dans les villes et dans les campagnes : quelquefois à la tête des organisations ouvrières et paysannes, quelquefois victimes des assauts populaires contre les municipalités mais toujours exposées en première ligne dans le combat qui les opposait soit au groupe de l'aristocratie et de la grande propriété, soit à la base des masses des manouvriers<sup>30</sup>.

- 15 Après l'épisode des *fasci*, le nombre des électeurs siciliens chute spectaculairement, au point qu'en 1895 il y a moins d'électeurs inscrits qu'il n'y en avait en 1882. Une ville comme Catane perd deux électeurs sur trois, tandis que Trapani, tenu par un fidèle lieutenant de Crispi, n'en perd que 27 %. La Sicile ne rattrapera son écart avec les autres régions italiennes qu'en 1913, au moment de l'adoption du suffrage universel masculin. Mais paradoxalement cette réduction du nombre des électeurs a pour effet sociologique de renforcer la classe moyenne au détriment non seulement des classes les plus pauvres mais aussi de celle qui vote au seul titre de sa richesse. De manière significative, l'aristocratie va de plus en plus se tourner vers la carrière diplomatique et vers le Sénat, tandis que les députés vont progressivement se professionnaliser, donnant naissance à de nouveaux notables, en particulier à l'époque giolittienne. Contre l'image d'une Sicile figée, l'île est donc en proie à des combats politiques qui se vérifient dans toutes les villes. Il convient d'observer que si la Sicile n'envoie que très peu de députés socialistes au Parlement, les partis de masse n'en connaissent pas moins une progression en termes de voix. Le vote additionné en faveur des radicaux, des républicains et des différentes familles socialistes passe en effet de 8 % en 1897 à 39 % en 1913, avec un progrès constant durant ce lustre. Pour persistant que soit le triste constat d'une région sous le signe du clientélisme et de la corruption, la Sicile ne reste donc pas pour autant à l'écart de la modernité politique. Toutefois, dans sa très grande majorité, cette classe politique émergente n'échappe pas à l'idéologie sicilianiste. Nous nous proposons d'examiner cette réalité à travers l'action politique et intellectuelle de quatre députés, qui articulent chacun de manière différente les échelons local, national et international : Francesco Crispi ou la Sicile laboratoire d'une conjugaison entre l'ordre et la réforme ; Antonio Di Rudini ou la Sicile laboratoire de la réaction nobiliaire ; Napoleone Colajanni ou la Sicile laboratoire de la démocratie et enfin Raffaele Palizzolo ou la Sicile laboratoire du repli identitaire.

## La Sicile comme laboratoire politique

### Crispi ou l'impossible conjugaison entre l'ordre et la réforme

- 16 Si Francesco Crispi<sup>31</sup> est l'artisan de la répression sans pitié des Ligues des travailleurs siciliens, il agit avant tout en homme du *Risorgimento* estimant que la Sicile ne doit pas tomber aux mains des Rouges et/ou des Noirs, c'est-à-dire des socialistes et/ou des cléricaux considérés comme les deux principaux ennemis de l'État-nation italien. Il faut prendre au sérieux sa crainte d'un séparatisme sicilien qui, comme un fleuve karstique, a toujours couru dans les consciences siciliennes. S'il semble croire à l'existence du traité de Bisacquino, qui aurait été prétendument signé entre les dirigeants des faisceaux et les représentants du gouvernement français pour favoriser l'indépendance l'île sous la protection de la France<sup>32</sup>, c'est parce qu'il voit dans la République française

l'héritière de Mentana, toujours disposée à remettre les clés de Rome au Pape et, dans le même temps, la fille de toutes les révolutions prête à semer le trouble dans toute l'Europe pour y provoquer des traumatismes comme celui de la Commune. Mais alors qu'il décrète l'état de siège, Crispi entend aussi réformer son île natale en mettant en œuvre un double projet : une décentralisation effective reprenant les projets de Luigi Carlo Farini et de Mario Minghetti qui avaient pour dessein d'actualiser un projet régionaliste pour l'Italie<sup>33</sup>, d'une part, et, d'autre part, une réforme du *latifundio* qu'il voulait confier à Colajanni en lui donnant le portefeuille de l'agriculture – ce dernier, après avoir hésité, refusera. Il est intéressant que Colajanni, qui se fait le héraut et le premier interprète magistral des Faisceaux siciliens, ne tombe jamais dans la critique anticrispienne sans nuance<sup>34</sup> qui se développera dès que ce dernier aura perdu le pouvoir. L'élue de Castrogiovanni apprécie non seulement son compatriote pour des raisons personnelles et, en particulier pour sa cohérence politique et son refus des compromissions, mais encore il comprend qu'il est porteur d'un projet réformiste qui le distingue des membres de la classe conservatrice et réactionnaire insulaire. Crispi entend, en effet, introduire la petite et moyenne propriété dans une optique à la fois antiféodale et antisocialiste.

- 17 Tout aussi intéressant est le fait qu'il conçoit que ce projet de démantèlement des grands domaines fonciers soit financé par l'initiative privée et non par des capitaux publics. Il évite ainsi de grever les finances italiennes, particulièrement affaiblies par la guerre douanière avec la France, mais encore il entend mettre les élites insulaires face à leur responsabilité politique. La réaction des grands propriétaires fonciers ne se fait pas attendre puisqu'ils estiment que les mesures proposées par Crispi remettent en cause ni plus ni moins que le pacte de 1860. Une coalition d'agrariens décide alors de faire du marquis Di Rudini, l'autre grand enfant de la Sicile, leur champion. *Mutatis mutandis* les projets modérés de Victor-Emmanuel Orlando pour favoriser l'accession à la propriété des paysans anciens combattants se heurteront, eux aussi, à une réaction conduite par les rejetons des grandes familles féodales à la tête d'un parti agraire sicilien qui brandit la menace de se séparer de l'État centralisateur et protectionniste, n'hésitant pas à entretenir un dangereux jeu de *do ut des* avec la mafia, qui multiplie, hier comme aujourd'hui, les intimidations et les violences contre le mouvement syndicaliste ouvrier et paysan sicilien.
- 18 Paradoxalement, l'anticrispisme dans les années 1890 et l'antigiolittisme du début des années 1920, dont font montre les classes dirigeantes de la Sicile, se rejoignent en tant que Crispi comme Giolitti représentent la primauté des intérêts de l'État-nation sur ceux de leur région. Il est toutefois intéressant de préciser que cette défense de la grande propriété est aussi en partie un combat perdu car économiquement, démographiquement et sociologiquement la Sicile n'est plus, dès avant la Grande Guerre, la terre des grandes propriétés latifonduaires qui ont connu leur âge d'or à l'époque moderne avant de décliner au XIX<sup>e</sup> siècle.

## Di Rudini ou la Sicile comme laboratoire de la réaction nobiliaire

- 19 Si pour Crispi l'ennemi principal à combattre est le socialisme, Antonio Di Rudini décoche ses flèches contre les classes moyennes, dont la force électorale ne cesse de croître après la réforme électorale de 1882. Leader des grands propriétaires fonciers, le marquis sicilien estime que la corruption de l'État de droit est le fait de la petite et

moyenne bourgeoisie qui contrôle à son profit les listes électorales et la vie politique en général. Cette polémique élitaires contre le nombre et contre le parlementarisme a une résonance dans le débat européen et donne lieu en Italie à une abondante littérature de laquelle émergent *Governo e governanti in Italia* (1882) de Pasquale Turiello et *Teorica dei governi e governo parlamentare* (1884) de Gaetano Mosca<sup>35</sup> qui fut le secrétaire particulier de Di Rudini. Pour ces intellectuels, le combat contre la décadence inscrite dans le régime parlementaire nécessite une restauration de la classe politique en confiant les rênes du pays aux *optimates* et à des hauts fonctionnaires, c'est-à-dire à deux catégories sociales, dont l'assise sociale et la légitimité politique dépendent de leur richesse personnelle ou/et de la fonction qu'ils occupent et non pas des élections. Pour interrompre la chaîne mortifère qui lie le député au pouvoir exécutif et aux clientèles électorales, Di Rudini entreprend de mettre en place un vaste programme de décentralisation conservatrice<sup>36</sup>. Il est décidé, entre autres mesures, la suppression de l'élection des maires pour les communes de plus de 10 000 habitants, l'établissement du vote plural pour les pères de famille et la fin des sous-préfectures remplacées par un collège de notables locaux. Il s'agit clairement de rétablir l'hégémonie des aristocrates, grands propriétaires fonciers en Sicile et, si possible, dans tout le pays ; la Sicile devant servir d'exemple à imiter comme l'indique clairement le décret royal du 5 avril 1896 qui institue un Commissariat civil pour l'île, qui se voit attribuer pour un an des fonctions relevant de cinq ministères – celui de l'intérieur, de l'instruction publique, des travaux publics, des finances et enfin de l'agriculture, industrie et commerce. Ce Commissariat peut en outre dissoudre les conseils municipaux, contrôler les bilans des associations locales, suspendre des emplois publics certains fonctionnaires, coordonner la sécurité publique etc. Connu pour sa fermeté contre les contestations sociales lorsqu'il était préfet à Milan, le comte Giovanni Codronchi, qui assume la fonction de commissaire civil, manifeste un mépris évident pour les parvenus de la politique, n'hésitant pas à clamer *urbi et orbi* son hostilité au scrutin de liste et à l'élargissement des concessions du droit de vote consécutif à la réforme électorale de 1882.

- 20 Fondé sur l'idée de *self-government*, qui a le vent en poupe depuis la publication en 1875 de la *Théorie générale de l'État* de Johann-Caspar Bluntschli, le dessein idéologique porté par Di Rudini va rencontrer, un temps, l'adhésion d'une partie des députés progressistes, Napoleone Colajanni en tête. Ce dernier se révèle sensible à la dimension moralisatrice portée par le projet de son concitoyen mais aussi par la possibilité d'actualiser une forme d'autonomie en Sicile. Mais l'équivoque de cette rencontre entre deux conceptions en réalité antinomiques va rapidement se faire jour car l'autonomie prônée par le couple Di Rudini-Codronchi d'un côté et, de l'autre, celle défendue dans le *Mémorandum* de juin 1896, que les socialistes palermitains adressent au Commissaire civil, n'est absolument pas de même nature. Les socialistes, dont le discours est relayé par Colajanni, militent pour une autonomie démocratique, tout en reconnaissant qu'il ne s'agit en aucun cas pour eux de mettre en discussion l'unité de l'Italie. Ils proposent en particulier d'encourager la création de ligues, de modifier les pactes agraires passés entre les propriétaires et les travailleurs de la terre afin qu'ils soient plus justes, ou encore d'introduire le suffrage universel, et, plus généralement, ils en appellent aux dirigeants politiques pour qu'ils mettent en place un État véritablement populaire. Leur discours reste sans écho car il se heurte au projet élitaires de Di Rudini, version modernisée et paternaliste du sicilianisme, interdisant une nouvelle fois aux classes populaires de mener une véritable politique indépendante en leur faveur. L'axe Franchetti, Di Rudini, Mosca se ramène à un projet réactionnaire pour bloquer

l'accession au pouvoir politique des classes moyennes en Sicile. Il est d'ailleurs révélateur que cette opération conçue comme devant faire de la Sicile le laboratoire de la réaction nobiliaire se solde très rapidement en une offensive contre les clientèles liées à Crispi, qui se traduit par la victoire des candidats favorables au nouveau Président du conseil aux élections de mars 1897, non seulement contre les partisans de l'ancien homme fort mais aussi contre l'Extrême gauche socialiste et non socialiste, qui n'est plus représentée que trois députés sur les 52 collèges que compte alors la Sicile. Cette « revanche aristocratique »<sup>37</sup> se traduit par l'élection de 40 % de députés d'origine nobiliaire. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, leur victoire est éphémère et l'expérience de Di Rudini est une nouvelle une occasion manquée d'une modernisation, quand bien même contrôlée par les classes dirigeantes, de l'économie et de la politique siciliennes.

### Colajanni : pour un régionalisme démocratique

- 21 Dès ses premiers écrits, le grand intellectuel sicilien s'est intéressé à la question du *self-government* qu'il présente comme un programme comprenant trois volets indissolublement liés entre eux, savoir la décentralisation, l'autonomie des communes et l'octroi des libertés politiques. S'il dénonce la piémontisation, qu'il nomme piémontisme, laquelle considère les Siciliens comme un peuple conquis qu'il faut civiliser, il reste attentif à proposer une herméneutique sociologique, récusant toute lecture influencée par le déterminisme naturaliste<sup>38</sup> des causes du retard économique et social de la Sicile. Dans son ouvrage, qui lui vaudra une notoriété considérable, *Les événements de Sicile et leurs causes (Gli avvenimenti di Sicilia e le loro cause, 1894)* dans lequel il analyse à chaud mais avec lucidité et rigueur l'épisode des faisceaux siciliens, il met en avant les trois faiblesses structurelles de l'État italien en Sicile : celui-ci a oublié le projet garibaldien de modernisation des structures économiques et politiques de l'île, il n'a jamais eu le monopole de la force et, enfin, il a toujours refusé le régionalisme :

Nos hommes politiques s'effraient du mot régionalisme et ils sacrifient à l'idée de la centralisation tous les intérêts les plus vitaux du pays contre les exigences de la nature et de l'histoire<sup>39</sup>.

- 22 S'il ne défend aucune visée séparatiste, il reprend presque mot pour mot l'argumentation des membres du Conseil extraordinaire d'État, que nous avons évoquée au début de cet article. Suivant son analyse, Rome a le devoir de prendre en compte les besoins particuliers de l'île et doit renoncer aux lois d'exception, à l'ingérence des préfets et à la corruption électorale pour s'assurer des majorités qui satisfassent les intérêts des seules couches sociales favorisées.
- 23 Le trait le plus original de la pensée de Colajanni est qu'il ne souscrit pas à l'idéologie sicilianiste. En effet, il estime qu'il y a une coresponsabilité des classes gouvernantes et de l'État pour maintenir leur caractère féodal aux rapports sociaux en Sicile. Cette réflexion, qui deviendra plus tard un lieu commun, a sous la plume du sociologue et député sicilien une valeur heuristique et polémique alors inouïe. Conscient qu'il n'y a pas d'intérêt commun entre le petit paysan et sa passion pour la terre et les classes dirigeantes de l'île qui ne cherchent qu'à confirmer leur domination, il dénonce l'accaparement de la vie politique par ces dernières. Les deux tiers de son ouvrage sont d'ailleurs consacrés au caractère illégitime et illégal de la répression, qui se traduit par une justice de classe face à laquelle l'absence d'indignation des parlementaires et de la magistrature italiens montre le degré de décadence morale et politique de son pays.

Une telle situation lui semble d'ailleurs dangereuse puisqu'elle fait de l'Italie, d'après l'épisode des *fasci*, une nation comparable à ce que pouvait être la France en 1788. Son analyse de cet épisode décisif de l'histoire sicilienne italienne est différente de celle, concomitante, que produisent les socialistes. La divergence entre leurs interprétations ne porte pas tant sur la nature du mouvement des Ligues que sur la stratégie interclassiste que le député de Castrogiovanni défend, alors que le PSI est sur la ligne classique de la lutte des classes.

- 24 Mais plus intéressant encore peut-être est le souci de Colajanni de critiquer le méridionalisme conservateur qui entend rédimier les populations du *Mezzogiorno* grâce à la propre rédemption de leur classe dirigeante – cette thèse, défendue dès la fin des années 1870 par Pasquale Villari, trouve un écho particulièrement fort en Sicile dans la personne du marquis de San Giuliano qui n'a de cesse d'en appeler aux élites siciliennes pour qu'elles soient à la hauteur de leurs devoirs. Pour Colajanni, la modernisation des rapports sociaux viendra d'abord de la mise en place par le gouvernement italien d'une véritable démocratie politique et sociale. C'est seulement dans ce cadre que le *self-government* peut avoir une connotation positive en tant que pratique qui favorise la formation d'une classe dirigeante insulaire ayant le sens de l'intérêt général et la conscience de la nécessité de défendre les intérêts de la paysannerie sicilienne. Dans cette perspective, il faut relire le célèbre débat parlementaire de juillet 1896 qui l'oppose à Giustino Fortunato, une autre grande figure du méridionalisme. Alors que ce dernier refuse toute autonomie qui renforcerait la classe dirigeante insulaire car elle favoriserait le système clientéliste, Colajanni rappelle les bienfaits du *self-government*, si et seulement s'il se concrétise et se déploie dans le cadre de l'instauration d'une démocratie politique et sociale. Comme Crispi et comme Di Rudini, Colajanni estime que son île natale pourrait servir de laboratoire politique non seulement pour aider au règlement de la question méridionale mais encore pour favoriser la transformation économique, sociale et politique dont l'Italie a besoin. Fédéraliste ou plus exactement régionaliste et démocrate, telle est la nature de la culture politique de Napoleone Colajanni. Elle trouve une de ses plus belles manifestations à travers son livre *Dans le règne de la mafia (Nel regno della mafia, 1900)*, dans lequel on trouve cette phrase terrible : « le gouvernement italien doit cesser d'être le roi de la mafia »<sup>40</sup>. En soulignant les liens entre mafia et pouvoir politique en Sicile, Colajanni n'entend pas défendre un projet simplement moralisateur de la vie politique mais très clairement proposer une autre conception fédérale et démocratique de l'État, deux conditions préalables et indispensables à la régénération politique de l'île et de toute la péninsule.

### Palizzolo : la réaction pathologique à une Sicile prétendument méprisée

- 25 L'assassinat de Notarbartolo<sup>41</sup>, le premier « cadavre exquis [ou excellent]<sup>42</sup> » de la mafia, sur ordre très vraisemblable du député Palizzolo, constitue un épisode qui dépasse la simple chronique judiciaire. Raffaele Palizzolo est un aristocrate qui a commencé sa carrière comme adjoint à la police urbaine dans le conseil municipal de Palerme, alors que le marquis Di Rudini en est le maire. Élu député en 1882 de Cefalù Termini, réélu avec un score triomphal quatre ans plus tard, il choisit par la suite d'être candidat dans un des collèges électoraux de Palerme aux élections législatives de 1892. À cette époque, il fait figure de « chef de file d'une coalition réunissant la plupart des forces politiques siciliennes et d'une association d'intérêts allant des Florio, grande famille d'armateurs

et d'industriels palermitains, aux ouvriers des chantiers navals »<sup>43</sup>. Mieux que personne, il incarne alors l'idéologie sicilianiste. Après l'assassinat de Notarbartolo, le 1<sup>er</sup> février 1893, Palizzolo est rapidement suspecté d'être l'instigateur du crime mais il n'en est pas moins réélu député et il faut attendre six ans pour qu'un procès ait lieu. Celui-ci se déroule à Milan mais se solde par la seule condamnation de deux cheminots complices du crime – Notarbartolo avait été assassiné dans le train reliant Termini à Palerme. Mais cette « Affaire Dreyfus à l'envers »<sup>44</sup> suscite l'indignation de l'opinion publique italienne à laquelle en appelle Leopold Notarbartolo, le fils de la victime, qui a mené sa propre enquête. Raffaele Palizzolo devient alors le symbole de la collusion entre la classe politique insulaire, l'État et la mafia. Alors qu'il est finalement condamné par la Cour d'assise de Bologne en juillet 1902 à trente ans de prison – le jugement est cassé pour vice de forme et le nouveau procès conclu deux ans plus tard à Florence débouchera sur un acquittement général pour faute de preuves – Palizzolo va se poser comme victime du sentiment antisicilien dont feraient preuve les socialistes, qui visent à déstabiliser les institutions, ainsi que des juges qui se complaisent à dénigrer son île natale en raison de leurs préventions racistes anti-méridionales. Il en appelle à l'héroïsme des Vêpres<sup>45</sup> pour venger sa patrie martyre des plus basses calomnies. Après la décision du tribunal bolonais, Palerme va connaître un deuil citoyen (*lutto cittadino*), qui se traduit par une opération de ville morte qui dure pendant plusieurs jours, tandis que les députés Bonnano et Di Stefano mettent en place un Comité Pro-Sicilia qui va se faire le porte-parole d'un régionalisme séparatiste. Fort de 200 000 adhésions de citoyens, parmi lesquels six députés et de très nombreuses personnalités, dont le grand ethnologue Giuseppe Pitré, soutenu par *L'Ora*, le journal fondé par le grand industriel Florio, ce comité va donner toute sa force à l'idéologie sicilianiste, qui est autant une construction savante qu'une réaction primaire à base de préjugés d'une partie du peuple sicilien. Au grand dam de Gaetano Mosca, Palerme réserve l'accueil triomphal à Palizzolo après son acquittement. Toutefois, devenu un personnage trop encombrant, s'il réussit non sans peine à occuper un siège de conseiller municipal, il n'est pas réélu dans le premier collège de Palerme aux élections législatives de 1909.

- 26 Au travers de ces quatre exemples, qui n'épuisent pas assurément toute la richesse des idéologies politiques qui se manifestent en Sicile dans les six décennies qui courent entre la naissance du Royaume d'Italie et la Marche sur Rome, trois observations conclusives s'imposent. Tout d'abord la grande île méditerranéenne n'occupe pas une place marginale dans l'histoire italienne mais elle y joue, bien au contraire, un rôle politique et idéologique central. Deuxièmement, le refus de l'autonomie et de la régionalisation qui caractérisent l'histoire italienne jusqu'aux années 1970 sont un facteur d'explication irréfragable pour appréhender la destinée politique tourmentée de la Sicile. Enfin, le poids de l'idéologie sicilianiste, qui, tout en gardant le même corpus de thèses, a su parfaitement s'adapter aux différents contextes sociologiques et politiques demeure une des clés explicatives pour connaître les réalités insulaires. Sans prendre en compte ces trois réalités, on ne saurait comprendre comment les députés siciliens articulent les différentes échelles de leurs pouvoirs, savoir leur assise locale, leur influence nationale, lorsqu'ils veulent faire de la Sicile le laboratoire d'une expérience politique nouvelle et, pour certains d'entre eux, leur rayonnement intellectuel au-delà des frontières de l'Italie quand leur projet rencontre et nourrit l'élaboration de grandes doctrines politiques.

## NOTES

1. Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996.
2. Pour une approche en français de l'histoire de la Sicile durant cette période, Jean-Yves Frétygné, *Histoire de la Sicile*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2018 (1<sup>re</sup> éd. 2009), p. 296-374 ; pour la très nombreuse bibliographie en italien sur l'histoire de cette île, voir *ibid.*, p. 450-455.
3. Littéralement les deux années rouges – l'expression est le plus souvent utilisée pour désigner les différentes expériences révolutionnaires qui se font en Italie en 1919-1920.
4. Benedetto Croce distingue la signification libéralo-nationale de 1848, dont il indique le point de départ dans la révolution palermitaine, de celle démocratico-sociale qui débute en février 1848 à Paris : Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1959 (1<sup>re</sup> éd. 1926), p. 221-266.
5. L'influence de Carlo Cattaneo est alors décisive sur les conceptions de Garibaldi dans cette période cruciale de l'histoire italienne, Carlo Moos, « L'Italie de 1861 critiquée par Carlo Cattaneo d'un point de vue fédéraliste », dans Michel Biard, Jean-Numa Ducange et Jean-Yves Frétygné (dir.), *Centralisation et fédéralisme. Les modèles et leur circulation dans l'espace européen francophone, germanophone et italianophone*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2017, p. 151-156.
6. Sur ce point, c'est évidemment l'influence de Giuseppe Mazzini qui prévaut ; Jean-Yves Frétygné, *Giuseppe Mazzini. Père de l'unité italienne*, Paris, Fayard, 2006, p. 384-398.
7. Pour tous les noms propres, voir *ad vocem* l'*Enciclopedia Treccani* désormais consultable en ligne.
8. La Droite historique désigne la période durant laquelle les héritiers politiques de Cavour sont au pouvoir de 1861 à 1876.
9. Voir l'analyse stimulante mais discutable de Leonardo Sciascia, *Les Poignardeurs*, Paris, Flammarion, 1984 (1<sup>re</sup> éd. 1976).
10. Luciano Violante, « La repressione del dissenso politico nell'Italia liberale : stati d'assedio e giustizia militare », *Rivista di storia contemporanea*, vol. V, 1976, p. 481-524.
11. La Gauche recueille 63 % des voix au niveau national mais 83 % dans le Mezzogiorno et 95 % en Sicile, dix points de plus qu'en novembre 1874 ! Maria Serena Piretti, *Le elezioni politiche in Italia dal 1848 a oggi*, Rome-Bari, Laterza, 1995.
12. Francesco Renda, *Storia della Sicilia dal 1860 al 1970*, vol. 2 : *Dalla caduta della Destra al fascismo*, Palerme, Sellerio, 1990 (1<sup>re</sup> éd. 1985), p. 15-155.
13. Giuseppe Giarrizzo, *Mezzogiorno senza meridionalismo. La Sicilia, Lo sviluppo, il potere*, Venise, Marsilio, 1992, p. 3-47.
14. Concomitamment à cette enquête parlementaire, qui se termine en mars 1876, se déroule la célèbre enquête de deux jeunes intellectuels toscans Sidney Sonnino et Leopoldo Franchetti.
15. Jean-Yves Frétygné, « Du sicilianisme à l'histoire de la Sicile », *Mélanges de l'École française de Rome, Italie et Méditerranée*, vol. 110, n° 2, 1998, p. 853-875.
16. Jean-Yves Frétygné, « De la traduction comme effort pour préciser les concepts : l'exemple des notions de *liberismo/liberalismo* et de *questione meridionale/meridionalismo* », dans Sylvie Crogiez-Pétrequin et Paul Pasteur (dir.), *Histoire et pratiques de la traduction*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2010, p. 73-86.
17. Notre *Histoire de la Sicile* (voir la note 2) est écrite contre cette interprétation sicilianiste ; la formule « tout changer pour que rien ne change », que Lampedusa met dans la bouche du jeune Tancredi dans un dessein politique précis, ne saurait non seulement résumer l'histoire de la Sicile mais, encore, elle en interdit la compréhension.

18. Pour une interprétation de la mafia tenant compte du bouleversement politique induit par la victoire de la Gauche aux élections de 1874 et 1876, Francesco Benigno, *La mala setta. Alle origini di mafia e camorra, 1859-1878*, Turin, Einaudi, 2015.
19. *Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières. Londres 26 juillet-2 août 1896*, Genève, Minkoff Reprint, 1980, en particulier dans le *Rapport du Parti socialiste italien*, p. 775-783.
20. Sur les *fasci siciliani*, Jean-Yves Frétygné, *Biographie intellectuelle d'un protagoniste de l'Italie libérale : Napoleone Colajanni (1847-1921)*, Rome, École française de Rome, 2002, p. 409-550.
21. Renée Rochefort, *Travail et travailleurs en Sicile*, Paris, PUF, 1961.
22. « Pour qui [comme Crispi] considérait que la société avait été forgée par l'État, par ses lois, par l'administration, par la valeur symbolique de la Couronne, admettre l'antinomie entre l'État et la société signifiait renier tout son propre parcours politique et idéal », Daniela Adorni, *Francesco Crispi. Un progetto di governo*, Florence, Olschki, 1999, p. 384. Sauf mention contraire, toutes les traductions de l'italien sont nôtres.
23. *Ibid.*, p. 404.
24. Voir *infra*.
25. Giuseppe Carlo Marino, *L'ideologia sicilianista*, Palerme, Flaccovio editore, 1971.
26. Rosario Mangiameli, « La Sicilia dalla prima Guerra mondiale alla caduta del fascismo », dans Francesco Benigno et Giuseppe Giarrizzo (dir.), *Storia della Sicilia*, vol. 2 : *Dal Seicento a oggi*, Bari-Rome, Laterza, 2003, p. 151-157.
27. Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 (1<sup>re</sup> éd. 1995).
28. Il s'agit de représentants de vieilles et puissantes familles aristocratiques de l'île.
29. Jean-Yves Frétygné, « Catane à l'âge du réformisme municipal de De Felice au début du xx<sup>e</sup> siècle », dans Yannick Marec (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin xviii<sup>e</sup> - fin xx<sup>e</sup> siècle)*, Saint-Etienne, Creaphis, 2005, p. 595-605.
30. Giuseppe Barone, « Egemonie urbane e potere locale (1882-1913) », dans Maurice Aymard et Giuseppe Giarrizzo (dir.), *La Sicilia*, Turin, Einaudi, 1987, p. 281.
31. Sur Crispi, une bonne synthèse Giorgio Scichilone, *Francesco Crispi*, Palerme, Flaccovio editore, 2012.
32. Sur cet épisode à la fois abracadabrantesque et à la fois très politique, Jean-Yves Frétygné, *Biographie intellectuelle d'un protagoniste...*, *op. cit.*, p. 510-511.
33. La région restera le grand absent de l'histoire italienne jusqu'à la naissance de la République qui n'en fera, au demeurant, une pièce maîtresse de son architecture institutionnelle et administre qu'à partir des années 1970, Sandro Rogari, « Le régionalisme dans l'Italie républicaine », dans Michel Biard, Jean-Numa Ducange et Jean-Yves Frétygné (dir.), *Centralisation et fédéralisme...*, *op. cit.*, p. 217-226.
34. Cela ne l'empêche pas d'être très sévère sur la conduite de la répression conduite par Crispi contre laquelle il écrit le pamphlet *Consule Crispi* (1895).
35. Jean-Yves Frétygné, « Gaetano Mosca et Victor-Emmanuel Orlando : deux idéologues majeurs de l'Italie transformiste », n° 50-2, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2003, p. 92-111. Par rapport à cet essai publié alors qu'il est encore un jeune homme, qui lui vaut une incroyable popularité, Gaetano Mosca évoluera vers des positions beaucoup plus favorables au régime parlementaire.
36. Anna Rossi-Doria, « Peu na storia del decentramento conservatore : Antonio di Rudini e le riforme », *Quaderni storici*, vol. 6, n° 18, septembre-décembre 1971, p. 835-884.
37. Giuseppe Barone, « Egemonie urbane e potere locale... », *art. cit.*, p. 293.
38. Il convient de ne pas oublier qu'il fut en Italie le principal adversaire de Cesare Lombroso, voir Jean-Yves Frétygné, *Biographie intellectuelle...*, *op. cit.*, en particulier p. 97-188.
39. Napoleone Colajanni, *Gli avvenimenti di Sicilia e le loro cause*, Palerme, Remo Sandron, 1894, p. 325.

40. Napoleone Colajanni, *Nel regno della mafia : dai Borboni ai Sabaudi*, Rome, La Rivista popolare, 1900, p. 97.
41. Sur l'assassinat d'Emanuel Notarbartolo, Marie-Anne Matard-Bonucci, *Histoire de la mafia*, Bruxelles, Complexe, 1994, p. 93-97. Retenons que Notarbartolo, directeur du *Banco di Sicilia*, dont Palizzolo fait partie du conseil d'administration, souhaitait remettre de l'ordre dans les comptes de cette banque d'émission et surtout mettre en question le monopole de la *Navigazione Generale Italiana* (NGI), principale compagnie de navigation desservant la Sicile et, à ce titre, au cœur de multiples manœuvres et enjeux politico-clientélistes. Après le limogeage de Notarbartolo par Crispi en 1890, la banque sicilienne va « soutenir le cours des actions de la NGI à travers des opérations réalisées par Florio mais aussi par un certain Salvatore Anfossi, personnage en odeur de mafia, courtier de change très lié à Palizzolo » (*ibid.*, p. 95). Notarbartolo est assassiné alors qu'enfle la rumeur de son retour à la tête de la banque sicilienne pour y faire, sur ordre du Ministère du Trésor, la lumière sur sa gestion.
42. Il faut attendre 1971 et l'assassinat du procureur de la République Piero Scaglione pour que la mafia assassine un personnage aussi haut placé que le marquis Notarbartolo di San Giovanni.
43. Marie-Anne Matard-Bonucci, *Histoire de la mafia*, *op. cit.*, p. 94.
44. Giuseppe Barone, « Egomie urbane e potere locale... », *art. cit.*, p. 313.
45. Sur l'épisode des Vêpres qui remonte au Moyen-Âge, voir Jean-Yves Frétigné, *Histoire de la Sicile*, *op. cit.*, p. 209-222.

## RÉSUMÉS

Dans la première partie de cet article, nous avons présenté l'histoire de la Sicile entre la naissance du Royaume d'Italie et la Marche sur Rome en l'appréhendant au-travers quatre moments clefs qui illustrent les conséquences de l'absence d'actualisation d'un projet autonomiste ; absence qui entraîne, par réaction, le développement de l'idéologie sicilianiste caractérisée par une lecture du destin de la Sicile comme victime sacrifiée aux intérêts de l'État-nation italien. Dans un second temps, nous avons exploré la dynamique politique à l'œuvre opposant l'aristocratie aux nouvelles couches sociales en pleine ascension économique. Enfin, dans un dernier mouvement, nous avons choisi quatre exemples d'action de députés qui conçoivent les expériences à conduire dans leur île comme pouvant servir d'exemples à imiter au niveau national. Loin d'être une région marginale, la Sicile est donc un laboratoire d'expériences politiques dans lequel les échelons local, national et parfois international s'articulent plus ou moins harmonieusement.

In the first part of this paper, the author presents the history of Sicily from the birth of the Kingdom of Italy to the March on Rome, by considering four key moments that show the consequences of the autonomist project's lack of actualisation. In reaction, this absence led to the development of the Sicilianist ideology, which was characterized by a reading of Sicily as a victim sacrificed for the Italian nation-state. Secondly, the article explores the political tensions opposing the aristocracy and the new social classes who benefitted from economic growth. The article then presents four examples illustrating the action of MPs who saw experiences led in their island as examples that could be applied to the whole country. Far from being a marginal region, Sicily was indeed a laboratory of political experimentation where the local, national and sometimes international scales were combined more or less harmoniously.

## INDEX

**Mots-clés** : Sicile, sicilianisme, Ligues paysannes siciliennes, parlementaires siciliens

**Keywords** : Sicily, sicilianism, peasant league, sicilian parliamentarians

## AUTEUR

### JEAN-YVES FRÉTIGNÉ

Agrégé d'histoire, ancien membre de l'École française de Rome, il est maître de conférences à l'Université de Rouen-Normandie. Spécialiste de l'histoire des idées politiques en France et en Italie dans les deux derniers siècles, il a notamment publié *Giuseppe Mazzini, père de l'Unité italienne*, préface de Pierre Milza, (Paris, Fayard, 2006), *Histoire de la Sicile des origines à nos jours* (Paris, Fayard, 2009 rééd. 2013 coll. « pluriel »), *Antonio Gramsci. Vivre c'est résister* (Paris, Armand Colin, 2017).